

Sixième réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM

30 novembre – 1^{er} décembre 2022

Réponse des organismes ayant leur siège à Rome à la crise mondiale de la sécurité alimentaire

1. Sous l'effet d'une conjugaison de facteurs, une crise mondiale du coût de la vie d'une ampleur inédite depuis au moins une génération, qui se superpose aux effets de la pandémie de COVID-19, met en péril les vies, les moyens d'existence et les espoirs de réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. La guerre en Ukraine, qui voit s'affronter deux acteurs majeurs des marchés de l'agroalimentaire et de l'énergie, et à laquelle s'ajoutent des conflits localisés, a encore exacerbé les crises alimentaires, énergétiques et financières concomitantes. Les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais sont montés en flèche, ce qui provoque à la fois une crise d'accès à l'alimentation et une recrudescence générale de la faim, de la pauvreté et des inégalités. La capacité de nombreux pays à résister aux multiples chocs s'est affaiblie et les stratégies nationales à long terme en faveur du développement durable sont remises en question par la gestion des urgences humanitaires à court terme.
2. La fragilité des systèmes agroalimentaires, y compris les chaînes d'approvisionnement alimentaire, est désormais un enjeu mondial. Cette crise mondiale complexe de la sécurité alimentaire, faite de multiples niveaux enchevêtrés, appelle une réponse collective; les organismes ayant leur siège à Rome ont donc réorienté leurs efforts et insufflé un nouvel élan aux efforts de collaboration. Ces organismes, forts des données et analyses dont ils disposent, surveillent ensemble les répercussions de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, de l'énergie, des engrais, et plus généralement de l'inflation, sur la sécurité alimentaire. Par des interventions à la fois individuelles et conjointes, y compris avec d'autres partenaires, ils ripostent à la crise en guidant et en dirigeant des interventions d'urgence à court terme, tout en cherchant à renforcer la résilience à plus long terme.
3. Face à la crise et à l'augmentation des coûts de fonctionnement, les organismes ayant leur siège à Rome continuent de mettre en œuvre, ensemble et avec d'autres partenaires, des programmes visant à soutenir les efforts consentis par les pouvoirs publics pour lutter contre les effets des divers chocs qui se sont manifestés, comme la crise actuelle¹. À cet égard, les organismes œuvrent pour maintenir leur étroite collaboration – et pour la renforcer davantage –, en particulier par l'échange régulier d'informations et d'analyses conjointes, la participation commune renforcée aux forums multilatéraux mondiaux et la coordination des activités au niveau des pays. Ces efforts coordonnés ont par exemple pris les formes suivantes:
 - *Groupe de réponse à la crise mondiale sur l'alimentation, l'énergie et les finances (GCRG) mis en place par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.* Le GCRG assure une direction politique de haut niveau pour relever les défis interdépendants de la sécurité alimentaire, de l'énergie et des finances, l'objectif étant de coordonner cette réponse au plan mondial. Les trois organismes ayant leur siège à Rome contribuent au GCRG, qui vise à élaborer des solutions coordonnées aux crises enchevêtrées, en collaboration avec les gouvernements, le système multilatéral, les banques de développement et le monde universitaire.

¹ Rapport de situation sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome (2022).

- *Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.* Hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réunissant le Bureau de la coordination des activités de développement, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et travaillant en collaboration avec le GCRG, le Pôle de coordination soutient les gouvernements nationaux qui cherchent à transformer progressivement leurs systèmes alimentaires, facteur potentiellement décisif des stratégies visant à surmonter la crise actuelle et à renforcer la résilience future.
- *Initiative Food and Agriculture Resilience Mission (FARM).* Annoncée par la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'initiative réunit l'Union européenne, l'Union africaine et les partenaires du Groupe des Sept (G7). Les organismes ayant leur siège à Rome soutiennent tous l'initiative, à raison d'un pilier par organisme: FAO (transparence – production et diffusion de données commerciales par l'intermédiaire du système AMIS), FIDA (production agricole locale résiliente) et PAM (solidarité).
- *Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire.* Lancée par la présidence allemande du G7, cette initiative vise à promouvoir une intervention immédiate et commune en réponse à la crise alimentaire mondiale actuelle. Les organismes ayant leur siège à Rome contribuent par ce moyen à la collaboration et la coordination étroite des interventions, l'objectif étant d'améliorer les systèmes agroalimentaires et de protection sociale au moyen d'interventions à moyen et long terme.
- *Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).* Le CSA offre une plateforme de discussion et de coordination permettant de renforcer la collaboration entre les gouvernements, les organisations régionales, les organisations et agences internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les associations du secteur privé, les fondations philanthropiques et les autres parties prenantes concernées. À ce titre, le CSA a pris une place centrale dans la collaboration entre les trois organismes concernant la crise alimentaire mondiale. Le dialogue sur les questions de fond ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale, mené par l'intermédiaire de la plateforme multipartite du CSA, renforce le rôle central des organismes ayant leur siège à Rome dans la réponse à la crise. Le CSA demeure l'une des pièces maîtresses de l'action mondiale et prend notamment une part active aux débats relevant du GCRG. Il fournit régulièrement des informations actualisées sur l'état d'avancement de la lutte contre la crise dans le cadre de forums régionaux et mondiaux, y compris des manifestations de haut niveau, comme cette année, entre autres, la manifestation de haut niveau intitulée « Time to Act Together: Coordinating Policy Responses to the Global Food Crisis » (Il est temps d'agir ensemble – Coordonner l'action face à la crise mondiale de sécurité alimentaire), sous l'égide du CSA et de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- *Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS).* Cette initiative, lancée par les ministres de l'agriculture du G20 en 2011, vise à améliorer la transparence des marchés alimentaires et la qualité des interventions publiques en faveur de la sécurité alimentaire. L'AMIS constitue par ailleurs une plateforme unique en son genre de concertation sur les politiques et de coordination entre ses membres (y compris la Fédération de Russie et l'Ukraine). Hébergé par la FAO, le secrétariat interagences de l'AMIS est composé de 10 institutions internationales, dont les trois organismes ayant leur siège à Rome.
- *Déclarations communes des dirigeants de la FAO, du Fonds monétaire international, du Groupe de la Banque mondiale, du PAM et de l'Organisation mondiale du commerce à propos de la crise mondiale en matière de sécurité alimentaire.* Dans ces deux déclarations, publiées en juillet et septembre 2022, les dirigeants ont appelé à une mobilisation urgente pour faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire et relevé quatre domaines clés exigeant une intervention particulière, à savoir: soutenir une production et un commerce efficaces, renforcer la

transparence, accélérer l'innovation et la planification conjointe et investir dans la transformation des systèmes alimentaires.

- *Module de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.* Dirigé par la FAO et le PAM, le module de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence vise à garantir l'accès immédiat des groupes les plus vulnérables à une aide alimentaire vitale et à renforcer la résilience des populations fragiles touchées par un conflit en améliorant leurs capacités grâce au rétablissement des moyens de subsistance agricoles et non agricoles.
 - *Le Réseau mondial contre les crises alimentaires.* Codirigé par l'Union européenne, la FAO et le PAM, le Réseau mondial contre les crises alimentaires est une initiative multipartite servant de plateforme de coordination pour les activités des acteurs humanitaires et du développement visant à prévenir les crises alimentaires, à s'y préparer et à y répondre, et à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 « Faim zéro ». En 2022, le Réseau mondial a organisé deux dialogues ministériels régionaux en Afrique de l'Est et de l'Ouest sur la lutte contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire aiguë. Le Réseau mondial a également publié le *Rapport mondial annuel sur les crises alimentaires*, en mai 2022, et sa mise à jour semestrielle, en septembre 2022, ainsi que trois numéros du rapport intitulé « Hunger Hotspots » (Foyers de famine) et deux rapports sur le suivi de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit, un troisième rapport devant être publié dans les semaines à venir. Ces rapports sont capitaux pour étayer les discussions et orienter les interventions du Conseil de sécurité de l'ONU.
 - *Évaluation multisectorielle des répercussions sur les êtres humains.* Le PAM et la FAO soutiennent conjointement le volet « sécurité alimentaire et moyens de subsistance » relevant du système des Nations Unies de cette évaluation, l'objectif étant d'évaluer l'impact global de la guerre sur la population au moyen d'indicateurs tels que l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, l'indice des stratégies de survie et les dépenses alimentaires.
 - La FAO, avec l'Union européenne, et en collaboration avec le FIDA et le PAM ainsi que d'autres partenaires de développement, a répondu aux demandes de certains gouvernements qui souhaitaient être accompagnés dans leurs efforts de transition vers des systèmes agroalimentaires durables et résilients (assurant ainsi un suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 et des évaluations des systèmes agroalimentaires Union européenne-FAO).
4. À l'avenir, et dans la perspective de 2023, les organismes ayant leur siège à Rome continueront de contribuer aux initiatives mondiales ensemble, mais aussi collaboration avec d'autres partenaires, dans un souci de cohésion et d'efficacité.
 5. Par exemple, le FIDA est l'une des institutions incluses dans le Plan d'action des institutions financières internationales. La FAO et le PAM soutiendront la mise en œuvre de ce Plan d'action en collaboration avec le FIDA et les autres institutions financières internationales partenaires telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement, pour tirer parti des outils et programmes existants et faire en sorte que les gouvernements disposent des ressources financières nécessaires pour faire face aux chocs auxquels ils sont confrontés. Il existe en outre une série d'autres initiatives nouvelles qui pourraient faire l'objet d'une participation conjointe des organismes ayant leur siège à Rome, comme la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de la Banque africaine de développement.
 6. Les organismes ayant leur siège à Rome œuvreront avec les autres organismes des Nations Unies et au sein des équipes de pays des Nations Unies pour concerter leurs interventions. Cela inclut les organismes des Nations Unies partenaires, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), également mobilisés face aux crises dans le cadre de leurs propres initiatives axées sur la sécurité alimentaire, les changements climatiques, la protection sociale et la résilience.

La collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies permettra d'éviter les chevauchements et les doubles emplois et de prévoir la reproduction à plus grande échelle des initiatives existantes et la mise en œuvre de nouveaux programmes en fonction des avantages comparatifs de chaque organisme.

7. Les organismes ayant leur siège à Rome continueront de fournir des données et des analyses sur l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté extrême avec un certain nombre de publications telles que *Hunger Hotspots: FAO-WFP early warnings on acute food insecurity* (Les points chauds de la faim – alertes précoces sur l'insécurité alimentaire aiguë de la FAO et du PAM), le rapport de la FAO et du PAM sur la surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit et *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* ainsi que le Rapport mondial sur les crises alimentaires élaboré par le Réseau mondial contre les crises alimentaires. Ces rapports continueront de constituer des ressources importantes pour l'analyse des tendances et des évolutions et pour la formulation et la planification des politiques.
8. Les organismes ayant leur siège à Rome n'entendent pas interrompre la communication avec leurs partenaires concernant l'action en cours et les besoins futurs liés à la crise alimentaire mondiale. Par exemple, elles ont activement pris langue avec les agences bilatérales pour discuter des difficultés actuelles, des priorités et des possibilités de collaboration.
9. Enfin, les organismes ayant leur siège à Rome continueront de plaider auprès des États à divers forums politiques de haut niveau tels que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité de l'ONU, le G7, le Groupe des 20 (G20), le CSA et aux réunions de leurs propres organes directeurs pour les questions et problèmes émergents liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, comme par exemple:
 - soutenir l'efficacité de la production et des échanges commerciaux, améliorer la transparence des marchés agroalimentaires, accélérer l'innovation et la planification commune et investir dans la transformation des systèmes alimentaires²;
 - s'attacher à aider les pays exposés à un risque élevé de famine et ayant besoin d'une assistance immédiate;
 - intensifier l'action humanitaire, quel que soit le contexte concerné;
 - éviter les restrictions à l'exportation et autres mesures de distorsion des échanges, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, afin de stabiliser les marchés alimentaires et les prix des produits de base;
 - renforcer les filières locales en encourageant l'augmentation de la production locale, en soutenant en particulier les petits exploitants et les exploitants familiaux, les coopératives et les petites et moyennes entreprises et en favorisant les liens avec les marchés locaux, et réduire les pertes alimentaires;
 - rétablir la disponibilité, à un prix accessible, des intrants, y compris les engrais, et promouvoir une utilisation plus efficace de ces intrants par un appui aux approches innovantes en faveur du développement de systèmes inclusifs et durables pour les intrants;
 - renforcer et étendre les systèmes de protection sociale ciblés dans les zones rurales et urbaines;
 - investir dans la logistique et les infrastructures rurales afin que les aliments, une fois produits, puissent aussi être stockés, transformés et transportés efficacement;

² Deuxième déclaration commune des dirigeants de la FAO, du Fonds monétaire international, du Groupe de la Banque mondiale, du PAM et de l'Organisation mondiale du commerce à propos de la crise mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



Investing in rural people



World Food
Programme

- soutenir les pays afin qu'ils soient dotés des ressources financières, de la marge budgétaire et des fonds dont ils ont besoin pour garantir la sécurité alimentaire de leurs populations;
- soutenir la promotion de solutions politiques pour mettre un terme aux conflits sans plus attendre.